



---

# communiqué

---

Date **Le 11 juin 1992**

N° 122

Pour publication

## **NOMINATION PAR LE CANADA D'UN REPRÉSENTANT SPÉCIAL EN VUE DES DISCUSSIONS SUR LES PÊCHES AVEC LA FRANCE**

La secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'honorable Barbara McDougall, et le ministre des Pêches et des Océans et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, M. John Crosbie, ont annoncé aujourd'hui la nomination du juriste d'Ottawa Roger Tassé à titre de représentant spécial du Canada pour les entretiens qui doivent avoir lieu avec la France, relativement aux pêches.

Maintenant que le Tribunal international d'arbitrage a établi la frontière entre le Canada et la France, au large de la côte sud de Terre-Neuve, les représentants des deux pays se rencontreront afin d'examiner les effets qu'aura la décision sur la gestion des ressources halieutiques et les autres questions s'y rapportant. Une réunion avec la France sera fixée prochainement.

Monsieur Tassé avait déjà agi comme conseiller spécial du gouvernement, de 1987 à 1989, lors des discussions avec la France qui ont abouti aux accords de mars 1989 portant renvoi du différend frontalier à l'arbitrage.

Monsieur Tassé a quitté la fonction publique pour le secteur privé en 1985.

- 30 -

Pour de plus amples renseignements, les représentants des médias peuvent communiquer avec le :

Service des relations avec les médias  
Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada  
(613) 995-1874

ou avec :

M<sup>me</sup> Bonnie Mewdell  
Pêches et Océans Canada  
(613) 990-0219

## M. ROGER TASSÉ

Né à Montréal et membre des barreaux du Québec et de l'Ontario, M. Roger Tassé a fait partie de la fonction publique fédérale et a occupé, notamment, le poste de sous-ministre de la Justice et sous-procureur du Canada. En tant que juriste principal du gouvernement fédéral, il a été mêlé de près à toutes les discussions fédérales-provinciales tenues de 1979 à 1982, qui ont conduit au rapatriement de la constitution canadienne. Il a de plus participé à deux conférences constitutionnelles des premiers ministres sur les droits des Autochtones, au début des années 1980, et a pris une part importante à l'élaboration de la Charte canadienne des droits et libertés et de la législation fédérale sur les droits de la personne.

Monsieur Tassé a été membre du Forum des citoyens sur l'avenir du Canada, dit également Commission Spicer, et a agi comme conseiller en matière constitutionnelle auprès du Comité mixte spécial sur le renouvellement du Canada. Il est conseiller spécial du gouvernement fédéral dans le cadre des discussions multilatérales en cours sur la constitution canadienne.

Il a été fait officier de l'Ordre du Canada en 1981.